

Les hommes politiques français doivent-ils soutenir les Kabyles ?

Comment expliquez-vous que vous soyez le seul homme politique français à avoir été présent, dimanche dernier, au Zénith, à Paris, lors du concert de solidarité à la mémoire des victimes de Kabylie, qui a réuni 7 000 personnes ?

Alain Madelin : J'ai considéré qu'il était de mon devoir d'être aux côtés du peuple algérien qui souffre, qui lutte

pour sa liberté, pour une Algérie qui tente de tourner la page afin de connaître un régime démocratique et de tolérance. On ne peut pas rester là, les bras croisés, dans un silence complice avec les autorités algériennes, lorsque l'on voit presque quotidiennement, depuis plus de trois mois, des milliers de jeunes, et pas seulement kabyles, puisque les manifestations touchent aussi l'est du pays, demander plus de liberté, plus de justice sociale. Je trouve ce mouvement légitime et sympathique. Que les autres hommes politiques français ne fassent pas de même, c'est leur problème !

— Mais à chaque fois qu'un homme politique français dit qu'il faut à l'Algérie une réelle démocratie, les autorités algériennes ne parlent-elles pas d'ingérence ?

— Oui ! C'est tout à fait vrai ! Cela devient même un « gag ». Mais vous

« Oui ! Je ne pourrais pas être,

qui a lieu en Kabylie »

Alain Madelin

Président de Démocratie libérale, Alain Madelin, 55 ans, a le talent d'orateur de l'avocat qu'il est. Il sait défendre les causes qu'il prend à cœur. Comme celle de la révolte kabyle. Cet homme de droite, atypique, qui a un net penchant pour les questions économiques — il a été ministre de l'industrie, ministre des entreprises et du développement économique et ministre de l'économie et des finances (pendant à peine deux mois) —, a toujours aimé le parler rude.

savez bien aussi que la population algérienne elle-même n'est pas dupe de cette réaction des autorités. Kateb Amazigh, chanteur du groupe Gnawa Diffusion, fils du célèbre écrivain Kateb Yacine qui fut le chantre de l'indépendance, se moque de ça dans une chanson qui dit : « Chaque fois qu'on presse le pouvoir de s'ouvrir à la démocratie, il répond « ingérence, ingérence » ! De mon côté, je le dis et le répète : je suis pour l'ingérence démocratique. La France, c'est le pays de la liberté et des droits de l'homme, non ? Alors, il est normal d'avoir cette préférence démocratique et d'appeler une dictature, une dictature. Or, les Algériens subissent depuis des années la dictature d'une junte mafieuse ! Ils avaient mis beaucoup d'espoir dans le président Abdelaziz Bouteflika ; ils sont aujourd'hui déçus. La junte, qui pourtant avait choisi Bouteflika, a raté là une chance

pas sans cesse se réjouir du vent de liberté qui souffle sur l'Europe de l'Est depuis la chute du mur de Berlin et laisser l'Algérie en dehors. Mais même sans un soutien français, le mouvement ne s'arrêtera pas là. Le malaise est trop profond. Aujourd'hui les militaires algériens ne peuvent plus, pour tout bloquer, arguer du fait qu'il faut d'abord éradiquer le terrorisme islamiste. Depuis trois mois que dure la révolte des jeunes, les groupes armés ont tenté relativement peu d'actions.

— Mais comment voyez-vous l'avenir de l'Algérie ?

— Je parie sur la jeunesse algérienne. Son combat est difficile. Mais il est porteur d'espoir. Et globalement les temps sont durs aujourd'hui de par le monde pour les dictatures, presque toutes aux abois. Alors, attendons...

Recueilli par
Julia FICATIER

de réussir la démocratisation algérienne. Reste aux jeunes un seul choix : celui de crier leur révolte dans la rue.

— Vous avez donc choisi de parler clair ?

— Écoutez, la parole de la France, ce n'est pas rien ! Et aujourd'hui plus que jamais, il faut parler, parler sur l'Algérie, pays si proche de la France, lié par son histoire à notre pays, pour aider le peuple algérien qui rêve de liberté. On ne peut